L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 14 NOVEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 14 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co., à leur salle d'encan, Nos 44 et 46 de la rue Decatur—Vente continuée de bottes, souliers et brodequins.

Par F. Sharp, au No 219 de la rue d'Orléans—Meubles, installation de magasins.

Par Eugène Tonraé, sur la Levée, au pied de la rue Lafayette—Pommes de terre.

Par Hodgman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres—Linge de sacoche, "notions" et articles de fantaisie, pistolets se chargeant par la culasse.

SPECTACLES.

Vendredi 14 Novembre 1873.

ACADEMIE.—Grande représentation pour le bénéfice d'adieu de Mlle Western.

L'affaire du "Virginius."

L'exécution en masse des prisonniers du *Virginius* a soulevé, dans la presse américaine, en général, une grande indignation, et les préparatifs ordonnés dans les arsenaux maritimes semblent indiquer que le gouvernement de Washington veut être prêt à appuyer ses remontrances par une force respectable.

Il y a, dans cette affaire de *Virginius*, comme nous l'avons dit, deux questions, la question d'humanité et la question de savoir si le droit des gens a été violé de façon à autoriser les Etats-Unis à intervenir. Sur cette dernière question, on ne pourra discuter utilement que lorsque les faits relatifs à la saisie du *Virginius* seront connus d'une manière officielle. Quant à la question d'humanité, elle peut être, dès à présent, appréciée, et nous n'hésitons pas à dire que les autorités qui ont fait exécuter en masse les prisonniers du *Virginius* ont commis un acte inhumain, cruel et impolitique.

On ne peut nier assurément, à un gouvernement le droit de se défendre contre une insurrection, mais l'humanité et la politique sont d'accord pour prescrire une distinction entre les chefs, un mouvement et les simples comparses. La peine doit être proportionnée au degré de culpabilité, et ce degré varie suivant le rang des accusés.

Lorsque le comte de Raousset-Boulbon, après avoir envahi la Sonora, à la tête d'une bande de mineurs français, fut fait prisonnier, le commandant mexicain le fit venir et, touché du caractère chevaleresque de ce hardi et aventureux personnage, il lui adressa cette question : "Si vous étiez à ma place et que je fusse à la vôtre, que feriez-vous de moi ?" "Je vous ferai fusiller," répondit le comte.—"Vous ne m'en voudrez donc pas, si je remplis mon devoir," dit le commandant. Raousset-Boulbon s'inclina et il fut fusillé. On s'apitoya sur son sort, mais nul gouvernement ne songea à protester contre l'exécution.

En admettant que le *Virginius* ait été saisi légalement, si les chefs seuls de l'expédition eussent été, après un jugement en forme, condamnés et exécutés, on pourrait les plaindre, mais il n'y aurait là qu'un fait ordinaire justifié par de nombreux précédents historiques. Ceux qui tentent de pareilles expéditions connaissent le sort auquel ils s'exposent. Vainqueurs ils deviendront des héros et des libérateurs, vaincus ils seront pour leurs adversaires des criminels dignes du dernier supplice et pour les partisans de leur cause des martyrs.

Le *New York Herald*, qui ménage peu les auteurs de l'exécution, s'exprime ainsi :

Il y a assez de preuves pour établir que le *Virginius* portait des hommes et des armes avec l'intention de les débarquer dans l'île de Cuba. Personne ne prétendra que ces armes et ces individus ne fussent destinés à aider la cause cubaine. Ryan, Cespedes, Varona et Del Sol, on le sait parfaitement, n'allaient pas combattre du côté des Espagnols, et s'ils eussent été pris sur le sol cubain par les troupes espagnoles, ils eussent été justement exposés au sort de la guerre.

Le *Herald* ne conteste donc que la légalité de la saisie du Virginius. Quant aux insurgés qui avaient le titre de citoyens américains, ils violaient, en s'engageant dans une expédition de ce genre, les lois de la neutralité et ils connaissaient le sort auquel ils s'exposaient. Voici ce que dit le même journal au sujet de l'un d'eux.

M. Santa Rosa est un citoyen américain qui avait été précédemment dans les griffes des espagnols. Il avait été condamné à un emprisonnement de longue durée et gardé quelque temps dans une geôle espagnole lorsqu'il fut mis en liberté, il y a quatre mois, grâce à l'intervention de notre gouvernement. Après sa libération il revint à New-York et se joignit à l'expédition du Virginius.

Assurément, on ne peut prétendre que la mission d'un gouvernement soit de faire libérer, chaque fois qu'ils seront pris, ceux de ses nationaux qui se mettront en guerre ouverte avec un autre gouvernement.

Avant la guerre de sécession il n'y avait aux Etats-Unis, que les démocrates, qui fussent favorables à la cause des peuples révoltés, et leurs adversaires politiques leur faisaient un reproche de leur tendresse à l'égard des flibustiers.

Au commencement de la guerre, le gouvernement de Lincoln était tout disposé à traiter les officiers et les matelots de la marine régulière confédérée comme des pirates, et l'on se souvient que les premiers prisonniers faits sur mer par la marine du Nord furent jetés, les fers aux pieds, dans des cachots et ils eussent été bel et bien pendus, si le gouvernement confédéré n'eut menacé d'user de représailles envers les officiers du Nord prisonniers.

Les gouvernements ont une tendance à prendre pour guide leur intérêt plutôt que le droit des gens ou l'humanité dans l'appréciation des actes de la nature de celui qui nous occupe.

Le gouvernement anglais a bien souvent protégé les expéditions de Garibaldi et d'autres révolutionnaires, et, cependant, il ne s'est pas montré tendre à l'égard des fénians et il ne ménagerait pas un navire, même étranger, qui viendrait pour débarquer une expédition et des armes sur les côtes d'Irlande, surtout si ce navire appartenait à une nation faible.

Le gouvernement américain pourra trouver dans le cas du *Virginius*, un bon ou un mauvais prétexte d'intervention dans les affaires de Cuba; mais, s'il le fait, c'est qu'une intervention doit servir ses intérêts et ses vues politiques. Quant à l'indignation suscitée par l'exécution des prisonniers du *Virginius* elle est légitime en ce sens que le sentiment général n'admet pas qu'une nation ou le gouvernement qui la représente ait le droit de commettre de pareilles boucheries.

L'exécution des chefs pouvait être une nécessité militaire prescrite par les besoins de la défense pour empêcher le retour d'expéditions semblables à celle du *Virginius*, mais la mise à mort de simples soldats et des matelots du *Virginius* loin de servir au but que devaient avoir en vue les autorités espagnoles, produira l'effet contraire.

Les Cubains réfugiés aux Etats-Unis, exaspérés par ce massacre général, vont redoubler de zèle pour leur cause et ils trouveront chez les Américains dix fois plus de sympathie et d'appui qu'ils n'en eussent trouvé si les autorités de l'île de Cube se fussent montrées moins rigoureuses. Nous le répétons donc, cette exécution en masse a été aussi impolitique qu'inhumaine.

☞ Les nombreuses familles qui ont fait usage du Baume Pectoral aux Navets Indiens de Laplace, se plaisent à affirmer que nul sirop n'est plus efficace pour écarter les affections malsaines provenant de rhumes, toux, etc., chez les enfants ou chez les adultes.

—Un mot historique :

C'était en 1861. M. Thiers, exilé de France, se rendit à Claremont, auprès de la famille d'Orléans.

Comme il se lamentait devant la reine Marie-Amélie, Sa Majesté l'exhorta à se consoler.

—Ah ! madame, s'écria M. Thiers, vous vous ne savez pas ce que c'est que l'exil !

La Vapeur portative.

Si le gaz portatif n'a eu qu'une application restreinte, cela a tenu à la facilité avec laquelle le gaz pouvait être distribué par des tuyaux de conduite dans toutes les parties d'une ville. Mais il ne saurait en être de même de la vapeur qui n'est pas d'un usage aussi général ; aussi pensons-nous que l'application de notre regretté collaborateur le docteur Lamm, invention dont l'objet est l'emploi de la vapeur portative comme moteur, est appelée à de nombreuses applications.

Après différentes expériences pour l'emploi du gaz ammoniaque comme force motrice pour la traction sur les chemins de fer urbains, le docteur Lamm renonça à se servir de cet agent et lui substitua la vapeur portative, c'est-à-dire la vapeur produite par une machine fixe mais emmagasinée dans une locomobile. Nous avons déjà parlé de l'heureuse application de ce nouveau système de traction opérée par la compagnie du chemin de fer de Carrollton sur la fraction de la ligne qui s'étend de l'Avenue Napoléon à Carrollton.

Dernièrement, nous avons eu occasion de nous rendre dans cette localité et nous avons vu que, sur toute cette fraction de la ligne, le service des mulets avait été complètement remplacé par celui des locomobiles du système Lamm. Il y en a dix qui font le service de 100 mulets. Le trajet s'opère en 14 minutes au lieu de 25, et se fait avec une régularité remarquable et sans aucun inconvénient.

Chaque locomobile se charge de vapeur au moyen d'un tuyau adapté à la machine fixe située dans la gare de Carrollton, et l'opération prend à peine quelques minutes. Bien que la locomobile puisse supporter une pression de 230 livres de vapeur, elle n'est chargée qu'à 120 livres.—La pression diminuant constamment pendant le trajet, il n'y a absolument aucun danger d'explosion, et on sait qu'il n'y a ni feu ni fumée. Ces 120 livres de vapeur suffisent amplement pour le trajet d'aller et retour, car une enveloppe composée de matières non conductrices de la chaleur ne laisse s'opérer que très lentement la déperdition du calorique.

Nous engageons ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore vu fonctionner le système à aller faire une promenade à Carrollton : ils se rendront compte par eux-mêmes des avantages de ce mode de traction.

Quelques notes qui nous ont été obligeamment fournies par un des directeurs de la compagnie de Carrollton, donneront une idée des économies que le système Lamm permettra aux compagnies de chemins de fer urbains de réaliser.

Dépenses comparatives du système de traction à la vapeur d'après le système de Lamm et la traction animale.

L'expérience a démontré que 10 locomobiles on damais font l'ouvrage de la charge.
Les 15 chars nécessitaient l'emploi de 100 mulets.

10 machines.....	$ 0 00	100 mulets.....	$20,000
Entretien et conservation 20 ans.....	10,000	Entretien et conservation 20 ans.....	100,000
Charbon en 20 ans, soit 22 barils par jour à 80 cents par baril.....	100,740	Nourriture pendant 15 ans, 1.20 sacs à 50 cents par jour et par tête à cheval ou mulet employant 3 hommes à raison de 75 par mois.....	328,500
Total.....	$120,740		103,000
A déduire.....			$428,500
			120,740
Economie en 20 ans sur 15 chars.....			$307,800

Pour une compagnie comme celle du N. O. City Railroad ayant 5 à 6 lignes en opération et faisant courir au moins 150 chars, l'économie serait de $1,026,000.

Il n'est tenu ici aucun compte des dépenses résultant pour l'ancien système de l'emploi des mulets, tels que harnais, ferrage, vétérinaire, paillerie, etc., etc., elles sont supposées égales (quoique réellement supérieures) à celles résultant pour le nouveau système de l'emploi de l'ingénieur et de ses aides à la station ; mais il est de toute importance de mentionner les économies ci-après énumérées.

L'entretien des tramways (nulle pour le nouveau système) ne peut pas être évalué à moins de $6,000 par an pour chaque ligne, soit sur 6 lignes employant chacune 25 chars et pour vingt années..... $720,000

Ajouter l'économie plus haut, soit..... 4,698,600

Total..... $5,418,600

Pour mémoire, il convient d'ajouter 6 écuries devenues inutiles, terrains et bâtisses, dont on pourrait tirer au moins $80,000, soit..... 120,000

Les taxes 3 0/0, l'entretien et l'usure 2 1/2 0/0, les assurances 1 0/0, pendant 20 ans..... 156,000

$5,694,600

Si l'on ajoutait l'intérêt résultant de ces sommes économisées, on arriverait à un chiffre considérable.

La Compagnie (Ammonia & Thermo Specific Propelling Company of America) organisée depuis le 27 de décembre 1870 et domiciliée à la Nouvelle-Orléans, est seule propriétaire des différents brevets d'invention obtenus par le Dr Lamm pour ce système de propulsion. Comme compagnie mère elle a organisé des compagnies subalternes ou succursales dans deux des grands centres, New-York et Chicago. Dans l'Etat de New-York, la Législature a passé une loi, en mai dernier, autorisant l'usage de ces moteurs dans toutes les villes et villages de l'Etat. La succursale établie dans la ville de New-York est en train de conclure des contrats avec deux des plus grands chemins de fer de cette ville pour l'adoption de ces moteurs.

La compagnie mère est en marché avec divers individus pour introduire le moteur en Angleterre, en Autriche, dans l'Amérique du Sud et dans les Etats du Missouri, du Kentucky et de l'Ohio.

☞ Pardessus et Costumes de jeunes garçons et d'enfants, chez B. T. Walsh 110, Canal. ☜

—Extrait du *Journal officiel* :

Le Préfet de Vaucluse,

Considérant que des manifestations publiques séditieuses ont eu lieu dans la commune de Gigondas, jour de la fête patronale de cette commune ;

Considérant qu'une statue en plâtre représentant une femme *presque nue, ceinte d'un bandeau rouge et appuyée sur une pique*, a été promenée dans les rues et autour du village de Gigondas, au chant de la *Marseillaise*, avec accompagnement de musique et de bouffées de réjouissance ;

Considérant que M. le maire de Gigondas a non-seulement autorisé ces manifestations, mais y a pris une part directe :

Considérant que M. le maire de Gigondas a répondu à l'injonction de faire disparaître de la salle de la mairie l'emblème séditieux ci-dessus désigné, par une lettre qui se termine ainsi : *Je vous prie, monsieur le préfet, de m'instruire quel est l'ESTATUT qui doit représenter le gouvernement actuel, en bien je REMET CELUI que on vient de me faire enlever, le considérant comme le plus en ARMONIT avec le pouvernement du jour.*

" Agréez mes salutations patriotiques,
" Le citoyen maire, ASTRAN."

Considérant que l'on ne saurait voir dans cette lettre autre chose qu'un parti pris de bravade et de désobéissance aux ordres de l'autorité supérieure, et qu'un pareil langage ne doit pas être toléré de la part d'un magistrat municipal, agent du pouvoir exécutif ;

Arrête ;

Art. 1er.—M. Astran, maire de Gigondas, est suspendu de ses fonctions pendant deux mois.

Art. 2.—M. Barbier, adjoint, remplira pendant ce temps les fonctions de maire.

Art. 3.—M. le sous-préfet de l'arrondissement d'Orange est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Avignon,—Pour le préfet en congé :

Le secrétaire général,
Signé : AD. AMAT.

—J'étais l'autre jour aux Italiens.

A ma gauche siégeait un monsieur qui suivait du geste et de la voix Mlle Bellocq à mi-droite, un autre monsieur marmurant avec raison, du reste, contre le voisin incommode.

C'était intolérable.

Tout à coup, mon voisin de droite se lève et, tapant du pied, s'écrie :

—Intolérable !

L'autre se penche vers l'interlocuteur et lui demande tout bas si c'est bien à lui que s'adresse le mot :

—Mais non, pas du tout, reprend l'homme en se cobrant, c'est à Mlle Bellocq, qui m'empêche de vous entendre.

Tête du monsieur !

THEATRE DE L'OPERA.—Une belle chambrée assistait hier soir à la première représentation de *Guillaume Tell*. Il y avait bien longtemps que l'œuvre de Rossini n'avait été interprétée d'une manière aussi remarquable à la Nouvelle-Orléans.

M. Gueymard a justifié complètement ce que disait notre chronique musicale de dimanche dernier, à savoir, qu'il ne faut jamais juger définitivement un artiste lyrique à une première audition. Il s'est montré, dans le célèbre trio du second acte, ce qu'il fut au temps de sa plus brillante renommée, un habile, un grand et puissant chanteur. Le public surpris et charmé l'a chaudement applaudi.

M. Devoyod, qui apparaissait pour la première fois devant une salle louisianaise, a remporté une victoire décisive. Il a rendu avec un sentiment parfait le *sois immobile*. La foule émue a transporté le baryton dans ses bras et rappelé le chanteur.

La représentation, comme ensemble, a offert le résultat le plus satisfaisant. Les chœurs se sont distingués, et on peut prédire qu'à la prochaine représentation quelques petites taches qui se sont glissées çà et là dans leurs rangs, seront dissipées.

En résumé la soirée d'hier a été un très beau succès.

Demain on donnera la seconde représentation de *Guillaume Tell*.

Pour dimanche, *Frou-Frou*, comédie en cinq actes ; *Un Monsieur qui prend la mouche*, vaudeville en un acte.

Prochainement, *La Traviata*, grand opéra de Verdi.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

COUR CRIMINELLE.

Les deux font la paire.

Le notoire Pierre Bertin et son associé Caro ont comparu, hier matin, devant la Cour criminelle.

Ces deux estimables personnages, devenus célèbres depuis quelques années, n'avaient pas précisément l'air de s'amuser beaucoup. Ils sont accusés de s'être échappés de la prison de paroisse, d'avoir favorisé la fuite de Boriolois et d'avoir tiré un nombre indéfini de coups de pistolet sur les braves métropolitains qui voulaient les arrêter.

Ces deux compères ont tout nié, avec l'effronterie d'un *carpet-bagger*, nié, qu'ils se fussent jamais évadés et qu'ils eussent favorisé la fuite de Bordelois ; nié qu'ils eussent jamais tiré un coup de pistolet sur un métropolitain ou sur personne.

En récompense de leur sincérité, on les a renvoyés à leur cachot, jusqu'au jour fixé pour leur nouveau jugement.

Nous avons eu le plaisir de visiter sous souvenir Bertin et Caro, et nous croyons que nos lecteurs, qui n'ont peut-être pas eu l'occasion de voir leurs portraits dans la galerie de tableaux des voleurs, au bureau du sarintendant de la police, ne seraient pas fâchés d'avoir la description de ces deux hardis chevaliers de la pègre.

Nous commencerons par Pierre Bertin, —à tout seigneur, tout honneur !

Pierre est Français et doit être âgé de quarante à quarante-deux ans. C'est un homme vigoureux, bien proportionné et d'une taille un peu au-dessous de la moyenne. Sa physionomie n'indique pas la perversité d'alliance. On sait le proverbe,—rien ne ressemble plus à un honnête homme qu'un fripon.

Sa figure a une expression de tristesse et même de douceur ; il a de petits yeux, à moitié cachés sous d'épais sourcils et le regard sournois ; son front est large et ses cheveux châtains sont légèrement crépus ; il porte la moustache et l'impériale. Il est d'un caractère sombre et taciturne et jamais on ne l'a vu sourire. Il est intelligent, adroit et brave ; mais, il n'est pas méchant, et jamais il n'a essayé de tuer que lorsqu'il était serré de près.

Ses deux légères blessures qu'il a reçues, lors de son combat avec les métropolitains, sont complètement cicatrisées ; mais, depuis qu'il a été enfermé de nouveau dans la prison de paroisse, il semble atteint d'une mélancolie chronique, et c'est avec peine qu'on parvient à lui arracher quelques paroles quand on l'interroge.

Frank Caro est un franc coquin ; on le voit dans sa figure et dans tous ses traits. Comme Bertin, il est né en France et est venu dans ce pays il y a une dizaine d'années. Il est extrêmement laid et sa physionomie inquiète et fourbe inspire de la crainte. Ce n'est pas, comme son compagnon Bertin, un homme hardi et brave ; mais, c'est un vulgaire fripon, sans courage et sans force.

Il porte les cheveux ras et une légère moustache ombrage sa lèvre supérieure. Son regard est faux et il a la bouche grande avec des lèvres minces. C'est le type du Cartouche de bas étage.

Bertin et Caro sont tous les deux dignes de traîner de pair au boulet du galérien ; mais, le premier a quelque chose qui prête un peu au romanesque, tandis que le second n'est qu'un plat coquin.

Tous les deux sont dangereux, et il faut espérer, pour le bien de la société, que leur séjour à Baton-Rouge leur sera agréable à tel point, qu'ils ne voudront plus quitter le pénitencier d'Etat.

Ces acheteurs ne onspecis.

Il s'est trouvé six acheteurs et non pas trois seulement,—comme nous l'avions dit dans notre numéro d'hier matin,—pour les propriétés, mises en vente, à la folle enchère, par le shérif, mercredi dernier, au "Merchants' Exchange."

Nous nous étions donc trompé de moitié.

On nous dit que trois de ces acheteurs sont employés dans les bureaux de M. Clinton, le pseudo-auditeur de l'Etat.—Il y a là un mystère à éclaircir, et bientôt la vérité se fera jour.

Nos reporters sont en campagne, et nous promettons à nos lecteurs, qu'aussitôt que nos renseignements seront complets et que nous aurons la certitude qu'ils sont corrects, nous publierons les noms des parties intéressées et nous donnerons, aussi minutieusement que possible, tous les détails de cette affaire.

Une explosion désastreuse.

Hier après-midi, vers une heure et demie, une chaudière a fait explosion à la teinturerie de M. E. R. Bourcier, coin de l'Avenue Louisiana et de la rue Chippewa. — L'ingénieur a été échaudé grièvement et on ne pense pas qu'il puisse survivre. Un jeune garçon, nommé Hurly, a été légèrement blessé aussi à la main.

Le plafond de l'appartement dans lequel se trouvait la chaudière s'est écroulé et la bâtisse entière a été considérablement endommagée. Le toit de la maison voisine, appartenant à M. Bourcier, a été affaissé, et le mur d'une autre maison, appartenant à M. Murphy et habitée par lui, a été ébranlé au point qu'on a des craintes sérieuses de le voir tomber.

La maison où l'explosion a eu lieu appartient à la maison A. Rocheteau & Co. et cet dégât peuvent être évalués à $2000 et sont couvertes par une assurance.

Les pertes de M. Bourcier s'élèvent à $4000, couvertes par une assurance de $2000 à la compagnie Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

L'accident a été produit par l'imprudence ou la négligence de l'ingénieur.

Le malheureux a été la première victime de son étourderie.

Schoubaneers.

L'ex-associé de Sochs, convaincu de vol par le jury qui l'a jugé, a comparu, hier matin, devant la Cour criminelle pour recevoir sa condamnation.

On se souvient que ce misérable avait endormi un certain Keith, qui s'était fourvoyé par mégarde dans l'entrainant dans son lit, qu'il l'avait dépouillé d'une somme de trois mille piastres.

Le juge Abell lui a lu sa sentence, en lui rappelant tous ses méfaits passés, le meurtre de Nelson et le vol de Daly, et il a condamné Schoubaneers à sept années de travaux forcés au pénitencier d'Etat à Baton-Rouge.

Le prisonnier, était très pâle et a paru très affecté. — Un de ses avocats, M. Rogers, a fait un appel en sa faveur pour demander une suspension de l'arrêt de la cour ; mais, le juge Abell ne s'est pas laissé attendrir.

Schoubaneers conserve une dernière espérance, car il se propose de demander une nouvelle audition de cause à la Cour suprême.

Procès de Gustave Bordelois.

Bordelois, l'associé de Bertin et de Caro et l'auteur du complot, qui a permis à ces deux coquins de prendre la clef des champs, a comparu, hier matin, devant la Cour criminelle, pour répondre à l'accusation de vol à main armée dans une maison habitée. Le jury étant formé se composait de sept blancs et de cinq hommes de couleur.

M. G. V. King agissait comme avocat de la défense et l'Etat était représenté par M. G. H. Brangtu.

Le premier témoin entendu a été M. James Ryan, propriétaire de la grocerie située au coin des rues Franklin et Perdido.

Il a raconté que Bordelois s'était introduit furtivement chez lui dans la nuit du 20 juillet dernier, qu'il avait entendu du bruit dans sa chambre et que s'étant réveillé, il avait aperçu un homme qui cherchait de se cacher derrière un meuble. Donnant la chasse à cet homme, il avait réussi à le terrasser et à le maintenir sous lui.

Un officier de police, attiré par ses cris, était accouru, et en fouillant le voleur, on avait découvert sur sa personne un pistolet, un poignard et un trousseau de clefs.

Le caporal Miller, de la police métropolitaine, a déclaré avoir trouvé sur les armes et les clefs sur la personne de l'accusé tout ce qu'il a dit en outre, que pendant qu'il conduisait son prisonnier au poste, celui-ci avait voulu le corrompre, en lui disant que s'il le laissait s'échapper, il lui fournirait bientôt l'occasion de devenir riche.

Joe Laborde, accusé de complicité, a comparu comme témoin de l'Etat. Sa déposition est à peu près semblable à celle de M. Ryan et de l'officier de police.

Plusieurs autres témoins ont été entendus, mais leurs déclarations ont été peu importantes.

Après un court plaidoyer de la défense et de M. Brangtu, au nom de l'Etat, l'affaire a été soumise au jury, qui a rendu, vingt minutes après, un verdict de culpabilité, avec une exemption de la peine capitale.

TEMPERATURE. — 13 Novembre 1873. Thermomètre de C. Durabel, opticien Fahrenheit. Centigrades

6 A. M.....	66	8
12 M.....	68	18
3 P. M.....	69	20
6 P. M.....	59	15

Faits Divers.

—Un incendie dans une diligences est un fait assez peu commun.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, rapporte l'*Union* nouvelle, la diligence qui fait le service de Petzenas à Lagnane venait de déposer le village de Fangères, portant de nombreux vandangeurs qui revenaient dans leurs montagnes, lorsqu'elle a été le théâtre d'un assez désagréable événement.

L'un des voyageurs qui se trouvait sous la bâche était muni d'une bouteille renfermant un vireon un litre et demi d'esprit de vin. S'apercevant qu'un cahot de la voiture vient de briser en bouteille, il veut du moins s'assurer si s'il ne pourra pas sauver une partie du liquide, et sans autre réflexion il allume une allumette.

Instantanément l'esprit-de-vin prend feu, et toute la partie de la bâche ne forme plus qu'une fournaise ardente.

Qu'on se figure neuf personnes entassées dans cet étroit espace, pêle-mêle avec des bagages, révélées en sursaut au milieu de la nuit par ces flammes, et déjà couvertes d'horribles brûlures.

Un seul de ces malheureux, conservant un peu d'esprit, réussit à sortir sain et sauf, en profitant d'un intervalle où la bâche n'était pas fixée à la voiture.

Les huit autres n'ont pu échapper à de très graves blessures, et deux d'entre eux sont dans un état désespéré.

On cite une pauvre femme qui, bien que blessée elle-même, trouva encore la force de soigner son jeune mari et son beau-père, plus grièvement atteints.

Les voyageurs du coupé et de l'intérieur, effrayés par les cris des victimes et par les lueurs de l'incendie, prirent descendre précipitamment ; le postillon coupa les traits des chevaux, et quelques instants après, la diligence tout entière n'était qu'un brasier ardent.

Les flammes n'ont épargné que les roues et les ressorts ; la violence de l'incendie était telle que les plaques de zinc ont été fondues, des pièces de fer tordues et des débris de verre portés à un point voisin de la fusion et déformés.

—*Le Droit* rapporte les faits suivants :

Hier, vers cinq heures, une jeune dame, mise avec élégance, se hâtait pour quitter parler français, se présentait dans la galerie du Louvre.

La demoiselle chargée de répondre aux Anglais s'étant mise en rapport avec elle, lui montra, par sa demande, différents échantillons de dentelles. Après les avoir examinés, celle-ci tira de sa poche un échantillon en fort beau point d'Alençon, et exprima le désir d'en avoir de pareil.

La demoiselle du magasin, obligée de se retourner pour chercher dans ses cartons, mais suspectant cette dame, dont les mains tremblaient, se plaça de manière à ne perdre aucun de ses mouvements. En effet, pendant qu'elle se tenait de côté, quelque chose d'insolite se produisit. N'étant vue par personne, elle constata la disparition d'une pièce de dentelle.

Trop timide pour arrêter cette dame, elle la dénonça à la demoiselle, chef du rayon, qui fit appeler un inspecteur.

Celui ci arrêta la dame, qui, dans son saisissement, laissa tomber la pièce qu'elle tenait sous son bras.

Ordre fut donné à une des demoiselles de la fourlier ; elle n'avait pas d'argent.

Conduite au commissariat, cette femme a déclaré se nommer N....; mais elle a refusé de faire connaître la position de sa famille qui réside en Amérique.

En apprenant son arrestation, un haut personnage est venu réclamer ; on lui a répondu que la justice suivrait son cours.

Les enfants de madame la comtesse de Paris sont doués, naturellement parler beaucoup politique et s'en mêlent un peu. C'est ainsi qu'un entendait ces jours-ci la jeune princesse Marie-Amélie dire à son jeune frère le duc de Orléans, en l'emmenant jouer dans le parc de Chantilly :

—Allons ! viens, *Gouvernement* !

Autre anecdote.

La jeune princesse est, dit-on, quelque peu volontaire.

Son père ne peut la corriger de ce petit défaut, ni lui faire admettre, par exemple, qu'elle puisse recevoir sur les désirs qu'à prières non suivies d'un amour propre.

Ces jours derniers, à la suite d'une petite algarade de ce genre, le comte de Paris, après un dîner auquel avaient assisté plusieurs invités, prit le *Figaro* et feignit d'y lire un article qu'il improvisa gravement, et dans lequel on plaignait le pauvre père d'avoir un enfant aussi volontaire, dont le caractère allégrait tous ceux qui l'approchaient, etc., etc.

L'article était admirablement tourné et n'était certes pas fait désavoué par aucun de nous.

La petite princesse reçut la leçon sans mot dire, mais au bout d'un instant :

—Quoi ! pas même vos enfants ? demanda un des assistants.

—Ah ! si, quand ils étaient petits..... et mes diamants.

—Quand ils étaient gros !!!

—Papa, qu'est-ce qu'on appelle dons : *le jeu de nos institutions* ? demande à son respectable auteur, un futur électeur de l'an 1883.

Mon fils, c'est un jeu d'oh la France ne tire pas souvent son épingle....

Mardi dernier, à quatre heures p. m., à l'âge de vingt-deux ans, JOSEPH COMPS, natif de Gers (France), époux de Clémentine Gérard et fils de Joseph Comps et de Marie Lafitte. Le corps a été porté à la cathédrale, Rue Orléans, entre Dauphine et Burgundy, pour le service funèbre, à 10 heures de l'après-midi.

13 nov—1d JULES LE MORE, Secrétaire.

Décédé à la Nouvelle-Orléans, à 6 heures du matin du 13 courant, à l'âge de quarante-neuf ans et demi, ALEXIS PERAUD, natif de Nantes, département de la Loire-Inférieure, France.

Les parents et amis de la famille sont invités à assister à ses funérailles, qui auront lieu aujourd'hui, à 10 heures a. m., de la résidence, No 57 rue Ste Claire, entre Bourbon et Dauphine.

ENTREPOT DE TAPIS.
A. Triebel, 73 rue de Chartres.
Tapis, Impressions, Cirés, Nattes et Descentes de lit.
TAPIS—Moquette, Velours et Bruxelles ; TOILES CIRÉES—Larges, Etroites, Couleurs et qualités. — NATTES — pour couloirs Matelas et Descentes de lit.
MIDEAUX en damassés et damassés Nottinghams, Brocatelles, Lisse, Guipures, Portières, Rideaux, Cantonnières, Draperies, Stores, Tringles, Cornières, Embrasses et Glands de tableau. 6 nov—1m

ENTREPOT DE TAPIS
ET DE TOILES CIRÉES.
ELKIN & CO.,
1 et 3..... RUE DU CANAL.....3 et 5
Reçoivent, en ce moment, de nouveaux genres de—
TAPIS anglais, Velours et Bruxelles ;
TAPIS trois plis et Ingrain ;
TOILES cirées de toutes largeurs ;
STORES, Cornières, &c., qu'ils offrent à des prix de New-York.
16 sept—2m PP

AVIS.—Société Générale Française d'Assurances contre les Accidents. Les membres qui seraient dans le cas de réclamer indemnité, le sont par la présente requis de se rendre immédiatement au bureau de la Société, No 67 rue Conti, Nouvelle-Orléans, pour effectuer leur inscription.
La plus grande promptitude est requise.
Par ordre du président,
1 nov—1 H. BEAUCHAMP, secrétaire.

Drs. FREY ET GALLIAND,
PÉDICURES, MANICURES ET CHIROPODISTES,
195 rue de l'Amour, entre Bourbon et Dauphine.
Cors, oignons, ongles rentrés dans les chairs ulcérés mals dentaire, même pendant la nuit, et affections de la peau guéris promptement et sans douleur. Consultations en français, anglais et allemand.
Heures d'office de 11 h. A. M. à 4 h. P. M.
Lettres : P. O. Glass Box 36.
14 nov—4t30n J D

11 — 14 — 7 1/2
NEW HALL.
SPECIAL
13 nov—1f

Bureau de la Compagnie d'Assurances "Les Salamandres", No. 28, rue Toulouse—Nouvelle-Orléans, 13 novembre 1873. L'assemblée de Vingt-Directeurs aura lieu au bureau de cette Compagnie, le LUNDI, 1er décembre 1873, de 10 heures a. m. à 1 heure de l'après-midi.
13 nov—1d JULES LE MORE, Secrétaire.

Ouvrier mécanicien.
Un excellent ouvrier mécanicien désirerait trouver à s'employer tout dans une usine ou sur une habitation. Il peut donner de bonnes garanties. S'adresser à Gonzales, à la Levée.
13 nov—3d

Hôtel St-Louis.
Une séance des Directeurs de cette Association, la sous le 10 courant, il a été résolu que le bureau de l'Hôtel St-Louis n'aura lieu que le 1er décembre, à midi, et les actions seront soumises à une assemblée générale le 15 décembre.
Nlle Orléans, 11 novembre 1873.
E. F. MILTON, Président.
13 nov—3d

Cheval Trouvé.
Un cheval couleur rouille, portant une étoile blanche, est entré dans la cour de la ferme. Le propriétaire est prié de le réclamer et de payer les frais. Cette ferme est située à la Nouvelle-Orléans, rue de la Levée, entre Bourbon et Dauphine.
Nouvelle-Orléans, 12 nov 1873.
13 nov—3t

Chien Perdu.
Il a été perdu ou volé avant-hier matin Nouve, dans la basse CHIEN pour de Terre-Neuve, dont la tête est noire et le corps blanc. Le propriétaire a été absent de la maison sept heures. La personne qui le ramènera au No. 227 de la rue Orléans, recevra une récompense honnête.
14 nov—2t

LIQUIDATION POSITIVE.
B. ABADIE,
Rue Ste. Anne, No. 6.
IMMENSE ASSORTIMENT DE
BOTTES et SOULIERS,
Pour Hommes, Femmes et Enfants.
Ceci étant une liquidation réelle, j'engage les personnes qui pourraient avoir besoin de chaussures à venir juger par elles-mêmes. Toute la stock sera vendu à un prix inconnu de pris cabinet.
B. ABADIE,
Rue Ste. Anne, No. 6,
vis-à-vis la Place Jackson.
9 nov—3f

Le Professeur LEMARND nouvellement arrivé de Paris, pour être consulté, à la Nouvelle-Orléans, dans son appartement, rue Bourbon, No 71, entre Conti et Bienville, pendant quelques semaines seulement, où il donnera des leçons particulières de français, d'après la méthode la plus facile et la plus rapide. Il donnera aussi des leçons de musique et de chant. Il a l'honneur de prévenir les personnes qui désireraient profiter de son séjour, qu'il ne restera que quelques semaines à la Nouvelle-Orléans. Il se rendra aussi à domicile, si on le désire